



RÉGION
Nouvelle-Aquitaine



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les
zones rurales



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION
Liberté
Égalité
Fraternité



Demande de subvention

PLAN DE MODERNISATION DES ELEVAGES

Appel à Projets Palmipède à foie gras 2021 **Projets d'amélioration sanitaire des élevages**

V1.0 du 7 juin 2021

Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles
T.O 4.1.1 des Programmes de Développement Ruraux (PDR) Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes

<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu>

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr>

Pour la période du 7 juin au 31 décembre 2021

Evolution entre les versions

Version V1.0 du 07/06/2021 : version originale

IMPORTANT

Le formulaire de demande d'aide (fichier word) ne doit en aucun cas être modifié par le bénéficiaire. Toutes modifications ou suppressions de paragraphes pourront entraîner l'irrecevabilité de la demande.

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

➤ **Où faire parvenir votre dossier ?**

Veuillez transmettre l'original ainsi que l'ensemble des justificatifs au DDT/DDTM du département du siège de votre exploitation. Le cachet de la poste faisant foi. (Vous reporter à l'article 9 Contacts de l'appel à projets)
Veuillez également en conserver un exemplaire.

➤ **Contact en cas de besoin d'assistance**

Contacter la DDT/DDTM de votre département ou bien le point accueil de votre Chambre d'Agriculture départementale ou toutes structures accompagnatrices (Vous reporter à l'article 9 Contacts de l'appel à projets)

Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.

Cadre réservé à l'administration (Facultatif)

N° de dossier OSIRIS : _____ Date de réception : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Date de complétude : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

PORTEUR DE PROJET : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom et prénom du porteur de projet _____

ou raison sociale : _____ Code postal |_|_|_|_|_|

mail _____ tél _____

Le cas échéant :

Nom de la structure ayant accompagné le projet : _____

Nom du technicien ayant accompagné le projet et ses coordonnées

Nom/Prénom _____ mail _____ tél _____

ATTENTION :

- Les travaux/investissements démarrés avant la date de réception du dossier ne pourront pas être financés. Un devis signé, un bon de commande, une facture émise ou payée sont considérés comme un commencement de travaux (hors

honoraires d'architectes, rémunérations d'ingénieurs et de consultants, dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique (diagnostics), études de faisabilité)

- Pour les cas particuliers (JA/NI et Projets faisant l'objet d'une demande d'autorisation de démarrage des travaux), se référer à l'article 5 de l'AAP.
- L'accusé réception du dossier (complet ou non) ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

A quel Programme de Développement Rural (PDR) se rattache la demande ? :

- ☐ PDR Aquitaine, type d'opération 4.1.1
☐ PDR Limousin, type d'opération 4.1.1
☐ PDR Poitou-Charentes, type d'opération 4.1.1

LIBELLE DU PROJET et description succincte :

Le libellé de mon projet est (plusieurs coches sont possibles):

1. **l'amélioration sanitaire de mon élevage de palmipèdes pour une mise à l'abri de mes animaux présents au cours de la période du 15 novembre au 15 mars pour cela je réalise (plusieurs coches sont possibles):**

- **La construction d'un ou d'abri(s) non chauffé(s) pour mes palmipèdes prêt-à-gaver conduits totalement ou partiellement en extérieur.**

☐ oui ☐ non

- **Une dé-densification de mes palmipèdes prêt-à-gaver (diminution du nombre de palmipèdes/m² de bâtiment utile) conduits jusqu'à présent totalement ou partiellement en bâtiment.**

☐ oui ☐ non

- **Une amélioration des conditions d'ambiance de mes bâtiments existants d'élevage de palmipèdes prêt-à-gaver.**

☐ oui ☐ non

Solliciter une aide dans le cadre d'un projet d'amélioration sanitaire implique que vous vous engagez à ne pas accroître votre quantité annuelle produite de palmipèdes prêt-à-gaver durant 5 ans à compter de la date d'attribution de la subvention, par rapport à la meilleure de vos productions réalisées au cours des exercices comptables 2018 et 2019.

2. **Des investissements inscrits dans mon plan d'entreprise de mon installation qui a lieu il y a moins de 5 ans.**

☐ oui ☐ non

3. **Autre type de projet à préciser (y compris gestion d'effluents) :**

Description du projet

E-mail :

[illegible]

1. Etes-vous exploitant : votre date de naissance ____/____/____

2. Etes-vous installé depuis moins de 5 ans ? ☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation

4. Bénéficiez-vous de la DJA ? ☐ oui ☐ non

Si oui : - date de conformité de l'installation (CJA) : / /

- ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : ☐ oui ☐ non

Nombre d'associés - exploitants : |__|__|

Page 5 sur 24

				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> cotisant solidaire <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours		<input type="checkbox"/>		
--	--	--	--	--	--	--	--------------------------	--	--

A REMPLIR SEULEMENT POUR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS :

Etes-vous soumis aux obligations en termes de commande publique (Code la commande publique en vigueur au 1^{er} avril 2019) ?

☐ oui ☐ non

(si vous ne savez pas, vous pouvez faire une demande du formulaire « êtes-vous soumis aux règles de la commande publique ? » auprès de votre DDT/M)

➤ Si oui, joindre le formulaire de respect de la commande publique

2 - CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

Localisation du siège de l'exploitation :

☐ Identique à la localisation du demandeur

Si non, veuillez préciser :

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

a. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

- Zone à handicap naturel : Montagne ☐ Haute montagne ☐ Autre..... ☐
- Votre exploitation se situe-t-elle en zone vulnérable ☐ oui ☐ non

Si oui, au moins l'un de vos bâtiments d'élevage se situe-t-il en zone vulnérable comme suit :

☐ Zones vulnérables 2018 Adour Garonne => Seuls les investissements de mise aux normes dans les nouvelles Zones Vulnérables 2018 bassin Adour-Garonne sont éligibles si les exploitants se sont déclarés auprès de leur DDT/M avant le 30 juin 2020 (Déclaration d'Intention d'Engagement)

Si vous êtes un JA :

☐ Zones vulnérables historiques 2007

☐ Zones vulnérables historiques 2012

☐ Zones vulnérables 2015 bassin Loire-Bretagne

☐ Zones vulnérables 2017 bassin Loire-Bretagne

☐ Zones vulnérables 2015 bassin Adour-Garonne

☐ Zones vulnérables 2017 bassin Adour-Garonne

☐ Zones vulnérables 2018

b. Atelier d'élevage / Productions sur l'exploitation☐ Elevage:

	EFFECTIFS AVANT PROJET	EFFECTIFS APRES PROJET <i>Si concerné par une évolution d'effectif en lien avec le projet</i>	<i>Et si besoin EFFECTIFS CONCERNES par le projet</i>
Volailles de chair			
Palmipède			
Bovins lait			
Bovins viande			
Caprin lait			
Caprin viande			
Ovin lait			
Ovin viande			
Veaux de boucherie			
Porcin			
Equin/Asin			
Apicole			
Cunicole			
Autres (à préciser)			

☐ Végétal :

- ☐ Viticulture
 - ☐ Grandes cultures
 - ☐ Arboriculture
 - ☐ Horticulture et pépinières
 - ☐ Maraîchage
 - ☐ Prairies
 - ☐ Autres (à préciser) :
-

3- INDICATEURS NATIONAUX : A REMPLIR OBLIGATOIREMENT**1. Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ?**☐ oui avec DJA ☐ oui sans DJA ☐ non**2. L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?**☐ oui ☐ non**3. L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?**

- ☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement
- ☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement
- ☐ non

4. L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 3 (HVE) ?☐ oui, niveau 3 : certification Haute Valeur Environnementale**SI OUI**☐ je suis engagé dans une certification HVE depuis _____

OU

☐ mon exploitation est certifiée HVE depuis le _____

☐ non

5. L'exploitation produit-elle sous SIQO ?

☐ oui, label rouge / *Production* :

☐ oui, IGP/ *Production* : _____

☐ oui, autre/ *Production* : _____

☐ non, aucune production sous SIQO

6. L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

☐ oui, en cours de contractualisation

☐ oui, exploitation engagée

☐ non

7. Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. annexe 1 du présent formulaire)

8. Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

- SAU : _____ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :

☐ soumise au RSD

☐ soumise déclaration ICPE

☐ soumise enregistrement ICPE

☐ soumise autorisation ICPE

9. Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. annexe 1 du présent formulaire) ?

10. Votre projet permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?

☐ oui

☐ non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?

☐ 0.5

☐ 1

☐ 1.5

☐ 2

☐ plus de 2

4 - IDENTIFICATION DU PROJET

Précisions de l'adresse du projet (travaux/investissements) :

☐ Identique à la localisation du demandeur

N° - Libellé de la voie :

Complément d'adresse :

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_| au |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

ATTENTION

La date prévisionnelle de fin de travaux sera inscrite dans la décision juridique attributive de l'aide si votre dossier reçoit un avis favorable.

Cette date détermine le déclenchement d'un délai de **TROIS mois*** pour l'envoi de votre déclaration de fin d'achèvement de l'opération et l'envoi de votre demande de solde (qui comprend un décompte final des dépenses effectuées ainsi que la liste des aides publiques perçues et leurs montants respectifs). **Toutes les dépenses intervenant après la date prévisionnelle de fin de travaux ne seront pas éligibles. Une dérogation pourra être accordée** après analyse du service instructeur, sans pour autant dépasser la date du 30 septembre 2024.

En l'absence de réception de ces documents par le service instructeur au terme de la période de trois mois*, qui court à partir de la date prévisionnelle de fin d'opération, aucun paiement ne peut intervenir au profit du bénéficiaire. En outre, l'aide attribuée pourra être remise en cause et un remboursement des montants déjà perçus exigé.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'évaluer avec rigueur le délai dans lequel vous envisagez de réaliser votre opération et sa date d'achèvement car c'est elle qui conditionne la date limite de la dernière demande de paiement (demande de paiement du solde).

* Cette date ne pouvant être postérieure au 31 décembre 2024, date à partir de laquelle plus aucun paiement ne sera réceptionné

DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

ATTENTION

En référence à l'article 4 de l'appel à projets, seules sont éligibles :

- Pour les exploitations développant une activité de couvoir, celles qui ne pratiquent pas le broyage de poussins et de canetons vivants

Une activité de couvoir est-elle développée sur vos/votre exploitation(s) ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, le broyage de poussins ou de canetons vivants est-il pratiqué ?

☐ Oui ☐ Non

Si non, quelles sont les modalités utilisées pour l'euthanasie de poussins ou de canetons ?

⇒ *les projets déposés par des exploitations développant une activité de couvoir seront soumis à une visite sur place systématique au cours de la réalisation du projet.*

1/ POUR LES PROJETS D'AMELIORATION SANITAIRE PORTANT SUR LA CONSTRUCTION D'ABRI(S) NON CHAUFFE(S) (HORS JARDIN D'HIVER), PRECISER LES ELEMENTS DEMANDES.

Pour savoir comment va être appréciée votre demande d'aide à la construction d'abri(s) non chauffé(s) dans le cadre d'un projet sanitaire, vous pouvez consulter l'annexe 1 bis de l'appel à projet.

Pour connaître les conditions d'éligibilité d'un projet d'amélioration sanitaire d'élevage, voir l'article 4 de l'appel à projet.

Pour l'exercice comptable 2018 ou l'exercice comptable à cheval entre les deux années civiles 2018-2019 :

- Nombre de palmipèdes PAG produits en tenant compte des effets des lots se trouvant à cheval sur 2 exercices (Appliquer le principe des proratas de présence des animaux entre les exercices comptables): _____ palmipèdes
- Surface nette dédiées à l'élevage des palmipèdes PAG après la phase de démarrage couverte en dur (B) : _____ m²
- Nombre maximum de palmipèdes PAG présents simultanément sur la période comprise entre le 15 novembre 2017 et le 15 mars 2018 (A): _____ palmipèdes
- Sur la période comprise entre le 15 novembre 2017 et le 15 mars 2018, calculer la densité d'élevage⁽¹⁾ maximale atteinte des surfaces couvertes en dur dédiées l'élevage des palmipèdes PAG après la phase de démarrage (A)/(B) : _____ nombre de palmipèdes/m²

Pour l'exercice comptable 2019 ou sur l'exercice comptable à cheval entre les deux années civiles 2019-2020 :

- Nombre de palmipèdes PAG produits en tenant compte des effets des lots se trouvant à cheval sur 2 exercices (Appliquer le principe des proratas de présence des animaux entre les exercices comptables): _____ palmipèdes
- Surface nette dédiées à l'élevage des palmipèdes PAG après la phase de démarrage couverte en dur (B): _____ m²
- Nombre maximum de palmipèdes PAG présents simultanément sur la période comprise entre le 15 novembre 2018 et le 15 mars 2019 (A): _____ palmipèdes
- Sur la période comprise entre le 15 novembre 2018 et le 15 mars 2019, calculer la densité d'élevage⁽¹⁾ maximale atteinte des surfaces couvertes en dur dédiées l'élevage des palmipèdes PAG après la phase de démarrage (A)/(B) : _____ nombre de palmipèdes/m²

Après le projet, les paramètres annuels de productions envisagés seront :

- Nombre de palmipèdes PAG produits durant l'exercice comptable : _____ palmipèdes
- Surface nette dédiées à l'élevage des palmipèdes PAG après la phase de démarrage couverte en dur (B): _____ m²
- Nombre maximum de palmipèdes PAG présents simultanément sur la période comprise entre le 15 novembre et le 15 mars (A): _____ palmipèdes
- Sur la période comprise entre le 15 novembre et le 15 mars, calculer la densité d'élevage⁽¹⁾ maximale atteinte des surfaces couvertes en dur dédiées l'élevage des palmipèdes PAG après la phase de démarrage (A)/(B) :
nombre de palmipèdes/m²

⁽¹⁾ densité d'élevage correspond au nombre total de palmipèdes se trouvant simultanément sous des surfaces couvertes en dur, par mètre carré de surface utilisable.

Pour chacun des exercices 2018 et 2019, vous devez joindre à la demande d'aide et selon votre situation :

soit

☐ S'ils sont conformes avec la réalité de votre élevage, les relevés de la BD Avicole portant sur la déclaration des bâtiments, des abris et, les effectifs entrées et sorties de palmipèdes PAG.

soit

☐ les attestations comptables d'achats de canetons avec les extraits des comptes des grands livres, accompagnées des relevés des factures (sous la forme de tableaux récapitulatifs) des achats de canetons, signés par l'éleveur.

soit

☐ une attestation de l'OP mentionnant les effectifs de PAG produits en totalité avec le détail des lots.

Et pour chacune des situations :

☐ le plan de masse de l'exploitation en ajoutant les nouvelles constructions liées au projet déposé

Autres situations :

- Pour les agriculteurs installés depuis moins de 5 ans sans référence historique de production, il vous revient de fournir :

- ☐ Le Plan d'entreprise (ou Plan d'affaires) détaillé (indiquant les effectifs de palmipèdes-prêt-à-gaver projetés)
- ☐ En cas d'adhésion à un groupement de producteur, une attestation d'engagement ou tout autre élément probant -indiquant la production contractualisée
- ☐ En l'absence d'adhésion à une OP, tout élément permettant d'établir la réalisation du prévisionnel (contrats d'achats de canetons ou de vente de produits)
- ☐ Le plan de masse de l'exploitation en ajoutant les nouvelles constructions liées au projet déposé

- Si l'atelier palmipède a connu une baisse de production en 2018 ou en 2019 due à des circonstances exceptionnelles ou de cas de force majeure, il vous revient d'exposer des faits et de fournir les éléments demandés ci-après:

☐ un courrier de demande de reconnaissance des circonstances exceptionnelles ou de cas de force majeur ainsi que la reconstitution de la production historique (joindre les pièces probantes en la matière)

☐ le plan de masse de l'exploitation en ajoutant les nouvelles constructions liées au projet déposé

2/CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS CONCERNEES PAR VOTRE PROJET

(cf. annexe 1 de l'appel à projets/candidatures, intitulé « liste des investissements »)

Catégorie 1	ENJEU DE MODERNISATION DES BATIMENTS D'ELEVAGE	<input type="checkbox"/>
Catégorie 2	ENJEU EFFLUENTS D'ELEVAGE	<input type="checkbox"/>
Catégorie 3	ENJEU qualité sanitaire et Biosécurité	<input type="checkbox"/>
Catégorie 4	ENJEU AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS	<input type="checkbox"/>
Catégorie 5	DIAGNOSTICS (dépenses éligibles plafonnées à 1 000 € HT par diagnostic)	<input type="checkbox"/>

3/PERIODICITE DE L'AIDE

☒ L'exploitation a-t-elle déjà bénéficié d'une aide au titre du Plan de Modernisation des Elevages depuis le 01/01/2017 ?
☐ oui ☐ non

Si oui :

La demande de solde de l'aide de ce dossier a-t-elle été déposée auprès de la DDT(M) : ☐ oui ☐ non

☒ Un abandon total du projet a-t-il été notifié auprès de la DDT(M) : ☐ oui ☐ non

Si oui, à quelle date la notification de l'abandon a été transmise à la DDT(M) : __/__/____

(Si l'abandon est postérieur au 31/12/2020, une nouvelle demande est irrecevable)

4/POUR LES PROJETS STRUCTURANTS EN ZONE VULNERABLE

Mon projet comprend des investissements de gestion des effluents rendus nécessaires par le programme d'actions Nitrate en cours ? ☐ oui ☐ non

➤ Si oui, ces investissements représentent plus de 7 000€ HT ? ☐ oui ☐ non

5/POUR LES PROJETS RELATIFS A LA GESTION DES EFFLUENTS D'ELEVAGE

1. Vous êtes éleveur en zone vulnérable et votre projet concerne la gestion des effluents d'élevage :

a- Votre exploitation est concernée par un zonage de ZV : zone historique 2007, 2012, ZV 2015 pour le bassin Adour Garonne, ZV 2017 pour le bassin Loire Bretagne, nouvelles zones vulnérables 2018 Bassin Adour Garonne ?

=> A noter que seuls les investissements de mise aux normes dans les nouvelles Zones Vulnérables 2018 bassin Adour-Garonne sont éligibles si les exploitants se sont déclarés auprès de leur DDT/M avant le 30 juin 2020 (Déclaration d'Intention d'Engagement) et si le dossier de demande d'aide est déposé avant le 01/09/2021

- Vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent une mise aux normes relative aux nouvelles zones vulnérables 2018 Bassin Adour Garonne ?
 - Si oui, La déclaration a été faite avant le 30 juin 2020 auprès de votre DDT/M ? ☐ oui ☐ non
 - Vos travaux seront terminés avant le 1er septembre 2022 ? ☐ oui ☐ non
- Vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement ? ☐ oui ☐ non
 - Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles sur effectifs finaux en zone vulnérable ?
☐ oui ☐ non

b. Vous êtes JA en zone vulnérable (toutes zones : historique 2007, historique 2012, ZV 2015 pour le bassin Adour Garonne ou ZV 2017 pour le bassin Loire-Bretagne, nouvelles zones vulnérables 2018) :

- Vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement ? ☐ oui ☐ non
- Vos travaux de gestion des effluents sont inscrits dans votre Plan d'Entreprise (PE) ? : ☐ oui ☐ non
- Vos travaux seront terminés dans un délai de 4 ans¹ suivant votre installation (date CJA) ? : ☐ oui ☐ non

Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage en Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - Se reporter au DEXEL / une ligne par ouvrage

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Dixel	Capacité totale de l'ouvrage en projet (à reporter sur le devis retenu)	Montant du devis retenu	Capacités non admissibles au financement (capacités exigibles au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet (forfaitaire ou capacité agronomique pour effectifs finaux)
Ex: Fosse à lisier	Ex: FOS 1	Ex: 500m3	Ex: 30000 €	Ex: 100m3	Ex: 300m3

2. Vous êtes éleveur hors zone vulnérable et votre projet concerne la gestion des effluents d'élevage :

a. Votre exploitation n'est concernée par aucun zonage « zone vulnérable »

- Vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement ? ☐ oui ☐ non
- Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles sur effectifs finaux ICPE ou RSD ? ☐ oui ☐ non

b. Vous êtes JA hors zone vulnérable

- Vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement ? ☐ oui ☐ non
- Vos travaux de gestion des effluents sont inscrits dans votre Plan d'Entreprise (PE) ? ☐ oui ☐ non
- Vos travaux seront terminés dans un délai de 4 ans² suivant votre installation (date CJA) ? ☐ oui ☐ non

Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage hors Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - Se reporter au DEXEL

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Dixel	Capacité totale de l'ouvrage en projet (à reporter sur le devis retenu)	Montant du devis retenu	Capacités non admissibles au financement (capacités ICPE ou RSD au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet (ICPE ou RSD pour effectifs finaux)
Ex: Fosse à lisier	Ex: FOS 1	Ex: 500m3	Ex: 30000 €	Ex: 100m3	Ex: 300m3

¹ L'aide peut être accordée durant la période de réalisation des actions du plan d'entreprise (4 ans à partir de la date d'installation c'est-à-dire la date du CJA) sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

² L'aide peut être accordée durant la période de réalisation des actions du plan d'entreprise (4 ans à partir de la date d'installation c'est-à-dire la date du CJA) sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

6/ UNIQUEMENT POUR LES DOSSIERS EN PHASE 2 DE L'AAP : VOUS AVEZ FAIT UN DIAGNOSTIC ENERGETIQUE CAR LE MONTANT TOTAL DES INVESTISSEMENT DE LA CATEGORIE 4 « ENJEUX AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS » EST SUPERIEUR A 10 000 €.

Avez-vous fait réaliser le diagnostic par une structure et vérifié qu'il soit conforme à l'instruction ministérielle et au cahier des charges en annexe 3 de l'appel à projet ? ☐ oui ☐ non

Avez-vous réalisé l'autodiagnostic « Je diagnostique ma ferme » ? ☐ oui ☐ non

PRINCIPE DE SELECTION	DEFINITION DU CRITERE		JUSTIFICATTIFS	PTS	CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION					
					déjà fourni	ctr ddt	Conf Pce	PTS	Observations	
POUR LES DOSSIERS EN PHASE 1 et 2 DE L'AAP										
AMELIORATION SANITAIRE	Projet d’amélioration sanitaire, comportant 100% des investissements permettant une augmentation des capacités de mise à l’abri et/ou des investissements permettant une amélioration de la biosécurité et du bien-être animal liée à la mise à l’abri des animaux	<input type="checkbox"/>	- Devis faisant apparaître le libellé et le montant des investissements identifiables dans l’annexe 1 de l’AAP_ANNEXE_1 "Liste détaillée des dépenses éligibles" - ANNEXE_2_ »Tableaux des dépenses prévisionnelles » du présent formulaire de demande de subvention en fonction des 5 catégories d'investissement (colonnes Amélioration sanitaire (AS) et Montant total HT des dépenses identifiées Amélioration sanitaire renseignées) - A fournir au moment de la demande d’aide pour les projets de construction d’abri(s) non chauffé(s) (hors jardin d’hivers) : l’ensemble des pièces demandées (selon la situation) en Partie 4, sous partie 1/ POUR LES PROJETS D’AMELIORATION SANITAIRE PORTANT SUR LA CONSTRUCTION DE BATIMENT NON CHAUFFE (HORS JARDIN D’HIVER)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	100	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
Mise aux normes	Gestion des effluents : mise aux normes conformément à l’article 17 du R(UE) n° 1305/2013 Projet porté par une exploitation dont au moins un bâtiment d’élevage se trouve en zone vulnérable au moment de la demande d’aide et qui comprend des investissements de gestion des effluents liés aux travaux de mise aux normes relatifs au programme d’actions Nitrate en cours, d’au moins 7 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées)	<input type="checkbox"/>	Description du projet plan de de l’exploitation devis	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	70	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
UNIQUEMENT POUR LES DOSSIERS EN PHASE 2 DE L'AAP										
Renouvellement générationnel	Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI) ou un jeune agriculteur (JA) au moment de la demande d’aide ou Projet porté par un exploitant inscrit au Répertoire Départ Installation et ayant réalisé un « diagnostic d’exploitation à céder » dans le cadre du volet 5 du dispositif AITA (Accompagnement à l’Installation Transmission en Agriculture) au moment de la demande d’aide	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NI : attestation MSA comportant la 1ère date d’inscription auprès de la MSA en tant que chef d’exploitation JA : attestation MSA comportant la 1ère date d’inscription auprès de la MSA en tant que chef d’exploitation ou avis favorable de la CDOA RDI : Copie de la dernière page du « diagnostic d’exploitation à céder » mentionnant l’inscription au RDI (signature exploitant et structure d’accompagnement)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	35	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
ENVIRONNEMENT	Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale HVE sur l’ensemble des ateliers de son exploitation (au moment de la demande d’aide ou à la demande de solde)	<input type="checkbox"/>	description du projet - devis - présentation des productions de l’exploitation sur le formulaire de demande d’aide - certificat de l’organisme certificateur Ou attestation d’engagement dans une démarche de certification HVE (Annexe_7)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	35	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		

	Exploitation adhérente à un GIEE au moment de la demande d’aide. Le dossier porte majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés, contribuant directement au projet porté par le GIEE.		<input type="checkbox"/>	Arrêté préfectoral de création du GIEE + si nécessaire, autres pièces justifiant du lien direct avec le projet porté par le GIEE	<input type="checkbox"/>	15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Projet comportant la création d’une installation de panneaux photovoltaïques* en toiture du bâtiment sur lequel porte l’investissement <i>*NB : se référer à l’article 8 de l’appel à projets, l’attribution des points n’entraîne pas l’éligibilité de l’équipement photovoltaïque dans les investissements subventionnables.</i>		<input type="checkbox"/>	Proposition Technique et Financière mentionnant l’autoconsommation Description du projet, plans, devis, que le projet soit porté par le porteur de projet ou par une tierce personne	<input type="checkbox"/>	15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Projet de micro méthanisation pour les effluents de l’atelier sur lequel porte le dossier PME <i>NB : L’attribution des points n’entraîne pas l’éligibilité de l’équipement de méthanisation dans les investissements subventionnables.</i>		<input type="checkbox"/>	Autorisation administrative	<input type="checkbox"/>	35	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Palmipède	NEO TERRA	Sur toute la durée du projet (entre la date de demande d’aide et la dernière demande de paiement), projet porté par une exploitation adhérente à un SIQO (Hors Bio), sur l’atelier concerné par au moins 50 % des investissements éligibles retenus et plafonnés	<input type="checkbox"/>	Attestation d'un représentant de l'ODG (ODG ou structure habilitée par l'ODG)	<input type="checkbox"/>	50	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		Atelier dont la totalité de la production est commercialisée « en circuits courts »	<input type="checkbox"/>	Attestation de l’expert-comptable sur le dernier exercice comptable clôturé	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	STRUCTURATION FILIERE	Projet de bâtiment chauffé performant pour le confort thermique : le projet doit comporter une isolation sur la totalité des surfaces de plafonds, longs pans et pignons. (en dehors des ouvertures pour la lumière, l’aération, les trappes et portails) avec un matériau isolant d’au moins 40 mm d’épaisseur	<input type="checkbox"/>	Plan du bâtiment avec ses cotes intérieures et devis précisant l'épaisseur des panneaux isolants. Le plan doit faire apparaître l'emplacement des matériaux isolants existants ou qui vont être posés et mentionner leur épaisseur.	<input type="checkbox"/>	" + " 20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		Projet portant sur un atelier de canards PAG avec maintien ou création d’un ou de parcours arboré(s) comportant au minimum 20 équivalents arbres/ha.	<input type="checkbox"/>	Attestation « parcours arboré(s) » signée par éleveur avec plan localisant les parcours au moment de la demande d’aide et au moment. (Annexe_6)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

6 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

1. LES DEPENSES PREVISIONNELLES (TABLEAU A COMPLETER EN ANNEXE)

Veuillez numéroté chaque devis par type d'investissements (01 à 99).

Veuillez renseigner les dépenses matérielles et les dépenses immatérielles.

VERIFICATION DU COUT RAISONNABLE DES DEPENSES

Il est à noter que l'utilisation des référentiels nationaux est PRIORITAIRE dans le processus de vérification du coût raisonnable.

✓ 2 cas de figure peuvent se présenter :

. la dépense est présente dans les référentiels nationaux reconnus par le Ministère en charge de l'Agriculture. *Pour savoir si votre dépense prévue est présente dans un référentiel, veuillez contacter votre DDT(M) ou votre référent PCAE.*

. la dépense n'est pas prévue dans les référentiels nationaux. Dans ce cas, il faut s'appuyer sur plusieurs devis.

Les devis devront reprendre explicitement les formulations présentes dans la liste de matériels éligibles jointe à l'Appels à Projets / Candidatures.

✓ 3 cas d'analyse possibles en fonction du montant de la dépense

. a) dépenses inférieures à 2 000€ HT : le devis choisi est retenu

. b) dépenses comprises entre 2 000€ HT et 90 000€ HT :

- si la dépense est prévue dans le référentiel = page du référentiel correspondante + devis choisi

- si la dépense n'est pas prévue dans le référentiel = le devis choisi + un autre devis comparable

. c) dépenses supérieures à 90 000€ HT :

- si la dépense est prévue dans le référentiel = page du référentiel correspondante + devis choisi + un autre devis comparable

- si la dépense n'est pas prévue dans le référentiel = le devis choisi + 2 autres devis comparables

2. ALTER'NA (FOND DE GARANTIE-PRET)

Avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter un prêt Alter'NA pour financer les investissements présentés dans le cadre de cet appel à projets ??

☐ Oui

☐ Non

Dans l'affirmative, merci de bien identifier ce prêt dans le plan de financement prévisionnel et d'informer votre banque de cette demande de subvention.

☐ Je m'engage à signaler au service instructeur de la Région Nouvelle Aquitaine l'obtention d'un prêt Alter'NA.

⇒ **La Région Nouvelle-Aquitaine vérifiera si un prêt aura été octroyé. Si le plan de financement n'est pas conforme (sur-financement ou taux d'aide dépassé), la subvention FEADER pourra être pour tout ou partie réduite et/ou récupérée.**

3. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Pour rappel, les financements accordés dans le cadre du PME ne peuvent pas se cumuler avec d'autres subventions portant sur les mêmes investissements (Appels à projets portés par la MSA, l'Etat ou d'autres collectivités territoriales).


Financiers sollicités (<i>Région Nouvelle-Aquitaine, Etat, Conseils Départementaux, Agences de l'Eau, FEADER</i>)	Montant en €
Montant des aides publiques attendues au titre de l'opération « Plan de modernisation des élevages »	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
✓ Prêt Alter 'NA (montant du prêt)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
✓ Autre (préciser)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Montant des aides attendues hors mesure « Plan de modernisation des élevages »	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Emprunt ⁽¹⁾	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Dépôt de garantie	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autofinancement privé	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autre (dont, mécénat)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL général = coût global du projet	_ _ _ _ _ _ _ , _ _

(1) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire ? : ☐ Oui ☐ Non

7.1 - LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pour tous les bénéficiaires	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande d'aide daté, complété et signé	<input type="checkbox"/>		
Justificatifs de dépenses matérielles et immatérielles (travaux/investissements): devis détaillés en quantité et en prix (classés par type d'investissement) par type de dépenses. <i>La vérification du coût raisonnable de la dépense se fait grâce à plusieurs devis (fournir les 2 ou 3 devis et spécifier le devis retenu) ou grâce aux référentiels validés au niveau national (fournir la partie du référentiel correspondante).</i>	<input type="checkbox"/>		
RIB comportant IBAN	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Diagnostic relatif à la gestion des effluents d'élevage permettant de vérifier que l'exploitation détiendra les capacités agronomiques après projet : synthèse DEXEL	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autodiagnostic (annexe 4 du formulaire de demande d'aide) pour les exploitations dont les effluents ne nécessitent aucun ouvrage de stockage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une attestation d'engagement dans la démarche PalmiG Confiance au minimum et au plus tard au moment de la demande de solde une attestation d'agrément	<input type="checkbox"/>		
Attestation d'inscription à la base de données Avicole 2021	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables _ Annexe 1 du formulaire de demande d'aide	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité fiscale des services fiscaux (pour tous les bénéficiaires sauf établissement public)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces complémentaires, le cas échéant				
Pour les NI	Attestation MSA précisant la régularité du règlement des cotisations sociales (pour les sociétés, cotisations de la société) et le statut d'exploitant agricole et comportant la première date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation. <i>Exploitant en cours d'installation : l'attestation MSA est à fournir au plus tard au moment de la première demande de paiement.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les JA	- Attestation MSA précisant la régularité du règlement des cotisations sociales (pour les sociétés, cotisations de la société) et le statut d'exploitant agricole et comportant la première date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation. <i>Exploitant en cours d'installation : l'attestation MSA est à fournir au plus tard au moment de la première demande de paiement.</i> OU - Avis favorable de la CDOA (pièce détenue par l'administration). Cette pièce est obligatoire si le projet concerne des investissements sur les ouvrages de stockage des effluents. <i>Cette pièce peut être fournie au plus tard au moment de l'ICP.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire (le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant). Il pourra être transmis au plus tard 15 jours avant le comité de sélection pour les exploitations relevant d'une autorisation dans le cadre de l'ICPE et qui n'a pu aboutir au préalable de la date limite de dépôt de la demande d'aide		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration de travaux (si le permis de construire n'est pas requis)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de masse de l'exploitation avec emplacements, destinations et surfaces des abris et des bâtiments		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs avant travaux et après travaux, des bâtiments concernés dans le cadre d'un projet de rénovation, d'agrandissement ou de construction de bâtiment et d'abri avec indication des cotes intérieures et destination des bâtiments et des abris		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
les attestations relatives aux données de production de l'exploitation pour les exercices comptables 2018 et 2019		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personne physique	Pièce d'identité en cours de validité (Passeport, Carte Nationale d'Identité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etablissement public	Formulaire de respect de la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Avis de situation à jour de la base SIRENE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Forme sociétaire	K-bis à jour (durée de validité = 1 an)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Extrait des statuts (pages indiquant les associés, leur qualité, la répartition des parts sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Association, fondation, GIEE, établissements	Exemplaire des statuts à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Récépissé de déclaration d'association en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	PV de l'AG approuvant le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA ou URSSAF)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
UNIQUEMENT POUR LES DOSSIERS DE LA PHASE 2 DE L'AAP				
Projet comprenant plus de 10 000€ HT d'investissements éligible d'économie d'énergie (au choix)	Diagnostic énergétique conforme au cahier des charges annexe 3 de l'appel à projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Autodiagnostic « Je diagnostique ma ferme »	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet incluant des panneaux photovoltaïques	Proposition Technique et Financière mentionnant l'autoconsommation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces complémentaires en lien avec les critères de sélection				
Merci de cocher la fourniture des pièces relatives aux critères de sélection dans le tableau de la page 14		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

 **Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...**

8.2 - OBLIGATIONS GENERALES

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides « Plan de modernisation des élevages ».

☐ **J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une liquidation judiciaire.
- Avoir informé les services instructeurs dans le cas d'une procédure de redressement judiciaire.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques. Si c'est le cas, en informer les services instructeurs.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissements.
- Que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier auprès de la DDT/M (devis signé, bon de commande, facture émise ou payée).
- Respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma (notre) demande (au moins 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale).
- Avoir pris connaissance de la notice relative à l'opération et notamment aux points de contrôle, règles de versement des aides et sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales. Pour des personnes morales, la société ou l'ensemble des associés exploitants doivent être à jour.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Respecter les critères d'éligibilité et de sélection de mon (notre) projet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :**

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM du début d'exécution effectif de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de 5 années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- Si je suis bénéficiaire d'une aide attribuée dans le cadre d'un projet d'amélioration sanitaire, à ne pas accroître ma quantité annuelle produite de palmipèdes prêt-à-gaver par rapport à la meilleure de mes productions réalisées au cours des exercices comptables 2018 et 2019 durant 5 ans à compter de la date d'attribution de la subvention.
- A rester propriétaire de l'investissement pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à l'exploitation aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant 10 ans.
- Respecter les obligations européennes en matière de publicité.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (nos noms) ou ma (notre) raison sociale, ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION : SIGNATURE DU SERVICE INSTRUCTEUR VALIDANT L'INSTRUCTION

Fait à : _____ le _____

Nom, prénom et signature du représentant :

Annexe 1

ATTESTATION SUR L'HONNEUR PORTANT SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS LEGALES, ADMINISTRATIVES, SOCIALES, FISCALES ET COMPTABLES

Nom – Prénom du demandeur :

Nom – Prénom du représentant légal :

Adresse :

CP- Ville :

N° SIRET :

N° fiscal :

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 1-3 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.

- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.

- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur

- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :

- Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,

- Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à, le

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé

Cachet

Nota Bene

- *Ne pas oublier de joindre les pièces justificatives en l'espèce*

ANNEXE_2_Tableaux des dépenses prévisionnelles en fonction des 5 catégories d'investissement

Catégorie 1 : Enjeu de modernisation des bâtiments et des abris d'élevage	Préciser si les dépenses éligibles sont identifiées Amélioration sanitaire (AS) dans l'annexe 1 Liste détaillée des investissements éligibles en indiquant AS	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Montant retenu dans un référentiel national ou régional (montant HT)	Cadre réservé à l'administration			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense retenue (HT)	éligible	Dépense raisonnable retenue (HT) <i>(application si nécessaire du plafond et sous-plafond 15%)</i>	moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
			TOTAL Amélioration sanitaire HT			0,00 €										0,00 €
TOTAL HT (1)			0,00 €									0,00 €	0,00 €			

Catégorie 2 : Enjeu Effluents d'élevage		Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Référentiel national	Cadre réservé à l'administration		
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense retenue (HT)	Dépense retenue (HT) si du (application nécessaire plafond 15%)	

TOTAL HT (2)			0,00 €								0,00 €	0,00 €			

Nom et Prénom du
bénéficiaire

Date et
signature

Nom et Prénom de l'agent instructeur

Date et
signature

Catégorie 3 : Enjeu qualité sanitaire	Préciser si les dépenses éligibles sont identifiées Amélioration sanitaire (AS) dans l'annexe 1Liste détaillée des investissements éligibles en indiquant AS	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Référentiel national	Cadre réservé à l'administration			
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense retenue (HT)	éligible	Dépense raisonnable retenue (HT) (application nécessaire si du plafond 15%)	moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
TOTAL Amélioration sanitaire HT																
TOTAL HT (3)																

Catégorie 4 : Enjeu amélioration de la performance énergétique des exploitations		Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Référentiel national	Cadre réservé à l'administration		
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense éligible retenue (HT)	Dépense raisonnable retenue (HT) (application si nécessaire plafond 15%)	moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations

TOTAL HT (4)															

Nom et Prénom du bénéficiaire

Date et signature

Nom et Prénom de l'agent instructeur

Date et signature

Catégorie 5 : Diagnostics	Préciser si les dépenses éligibles sont identifiées Amélioration sanitaire (AS) dans l'annexe 1 Liste détaillée des investissements éligibles en indiquant AS	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Référentiel national	Cadre réservé à l'administration		
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense éligible retenue (HT)	Dépense raisonnable retenue (HT) (application si nécessaire du plafond 15%)	moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
TOTAL Amélioration sanitaire HT															
TOTAL HT (5)															

FRAIS GENEREAUX		Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Référentiel national	Cadre réservé à l'administration		
			N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense retenue (HT)	Dépense éligible	Dépense retenue (HT) (application si nécessaire du plafond 15%)
		TOTAL HT (6)													

Montant éligible retenu	Montant raisonnable retenu	
-------------------------	----------------------------	--

	Montant demandé par bénéficiaire		
(A) Montant total (HT du projet) (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)			
(B) TOTAL Amélioration sanitaire HT		(B)/(A) en % :	

Prise en compte du critère "100% d'investissement AS" au moment de la demande d'aide sur projet présenté
